

1,4% DE CROISSANCE DU PIB WALLON EN 2017, APRES 1,2% EN 2016

La reprise modérée s'accompagne d'un contenu en emplois élevé

La reprise de l'activité économique en Wallonie se poursuit, pour atteindre 1,4% en 2017. Selon les dernières estimations de l'IWEPS, le PIB régional progresserait encore à un rythme de l'ordre de +1,2% en 2015 et en 2016. Encore particulièrement faible au début de cette année, en comparaison européenne, la demande intérieure devrait profiter à l'avenir de l'amélioration du marché du travail. La demande extérieure, quant à elle, fléchirait quelque peu durant les tout prochains trimestres.

Des possibilités d'amélioration de l'environnement international, qui reste peu dynamique

La croissance économique mondiale est restée historiquement basse au cours des derniers mois. La faible demande chinoise a notamment continué à peser sur les échanges de marchandises et sur les prix des matières premières, freinant encore l'activité dans la plupart des économies émergentes exportatrices. Les publications récentes des perspectives économiques mondiales établies par le FMI annoncent ainsi que la croissance se repliera sur l'ensemble de l'année 2016 (+3,1%) au niveau le plus faible observé depuis la crise de 2009, alors que 2015 avait déjà été particulièrement médiocre. A la faveur d'un raffermissement plus net de la croissance aux États-Unis et d'une reprise graduelle dans les économies émergentes, la croissance économique mondiale se redresserait modestement en 2017 (+3,4%).

A l'inverse, la croissance en Zone euro est en phase de ralentissement. En 2015, la situation conjoncturelle européenne avait plutôt eu tendance à s'améliorer, principalement sous l'effet d'un renforcement de la consommation et, dans une moindre mesure, des investissements. Cependant, le bénéfice que les ménages et les entreprises avaient pu tirer de la baisse des prix des matières premières s'évanouit peu à peu. De plus, les répercussions économiques du Brexit se feront sentir sur le commerce extérieur des pays de la Zone euro dans les tout prochains trimestres car les importations adressées par le Royaume-Uni à ses partenaires européens fléchiront.

Une fois que la situation conjoncturelle au Royaume-Uni se sera normalisée, le commerce extérieur de la Zone euro devrait retrouver plus de vigueur. De plus, la forte progression de l'emploi enregistrée durant ces derniers

trimestres, vraisemblablement liée au redressement de la rentabilité des entreprises, continuerait à soutenir les dépenses de consommation et d'investissement des ménages européens à l'avenir.

La demande externe soutient encore la croissance wallonne, mais la demande intérieure est plus fragile qu'à l'échelle européenne

Étant donné la spécialisation des entreprises wallonnes exportatrices dans la production de biens intermédiaires, l'évolution du commerce extérieur de la région a bénéficié jusqu'ici de l'orientation favorable de la demande intérieure en Zone euro.

D'un autre côté, les différentes composantes de la demande intérieure en Wallonie ont souffert en première partie d'année. L'amélioration de la rentabilité des entreprises wallonnes qui s'est opérée depuis plusieurs trimestres n'a pas donné lieu à un franc rebond des dépenses d'investissement, les firmes préférant affecter leurs nouvelles ressources financières à l'emploi plutôt qu'aux investissements. En outre, malgré les évolutions globalement favorables du marché du travail, nous estimons que la consommation des ménages wallons a connu un net fléchissement en première partie d'année 2016. Cette évolution s'explique en grande partie par la recrudescence de l'inflation depuis le début de l'année, qui a entamé le pouvoir d'achat des ménages, dans un contexte d'évolution salariale toujours modérée. Certains facteurs spécifiques, tels les attentats de mars dernier, ont sensiblement entamé le climat général de confiance des ménages belges et wallons au cours du premier trimestre.

Enfin, le degré de confiance plus fragile a aussi pesé sur les dépenses d'investissement résidentiel des ménages wallons. Vraisemblablement stimulés en 2015 par la volonté d'anticiper l'entrée en vigueur de restrictions

fiscales, ces investissements auraient connu un repli mécanique en première partie d'année 2016. Or, l'évolution décevante du nombre de permis de bâtir n'augure pas d'un redressement rapide de cette composante de la demande au cours des prochains trimestres.

Les exportations wallonnes affectées à court terme par le tassement de la croissance en Zone euro

Dans les trimestres à venir, la contribution des exportations wallonnes à la croissance économique se tasserait en raison du ralentissement de la croissance attendue en Zone euro. En deuxième partie d'année 2017, la demande globale adressée aux entreprises exportatrices wallonnes devrait en revanche se raffermir plus franchement, à la faveur du renforcement de la dynamique des investissements en Zone euro et d'une accélération de la croissance mondiale. La croissance moyenne des exportations wallonnes ne rebondirait toutefois que légèrement sur l'ensemble de l'année 2017 (+3,7%). D'un autre côté, l'évolution défavorable de la demande intérieure en première partie d'année 2016 s'est accompagnée d'une croissance très lente des importations. A l'avenir, le renforcement attendu de la demande intérieure wallonne stimulera les importations. La contribution du commerce extérieur à la croissance wallonne serait ainsi plus faible en 2017 qu'en 2016.

La demande intérieure appelée à se raffermir

Nous prévoyons en effet un relèvement graduel de la demande intérieure au cours des prochains mois. D'une part, la consommation des ménages devrait pouvoir bénéficier des acquis récents en termes d'emplois. De plus, l'emploi devrait continuer à progresser à l'avenir, comme l'indiquent notamment les prévisions d'embauches remarquablement bien orientées dans les enquêtes auprès des entreprises. Selon notre scénario, dans un contexte de croissance économique somme toute modérée, la croissance de l'emploi ralentirait toutefois en 2017 (+0,6% ou 8 000 unités) par rapport à 2016 (+0,9%, soit 9 200 unités). Ce fléchissement serait également lié à la poursuite du rétablissement de la productivité, de la durée moyenne du temps de travail et des salaires par tête. Globalement, le pouvoir d'achat progresserait quand même malgré le niveau élevé de l'inflation en 2016 et en 2017 en Belgique. La croissance

des dépenses de consommation n'atteindrait encore que +0,8% en 2016, dans un contexte de regain de l'incertitude et de reconstitution de l'épargne de précaution. En 2017, la consommation privée augmenterait au même rythme que le revenu disponible (+1,2%). Graduellement, les ménages devraient également être davantage en mesure de concrétiser leurs intentions d'investir dans les logements, le contexte financier y étant toujours propice.

D'autre part, les conditions semblent à présent réunies pour pouvoir assister à un raffermissement plus franc des dépenses d'investissement des entreprises : conditions de financement favorables, perspectives de demande en hausse au cours des derniers mois ou encore tensions sur les capacités de production. Néanmoins, la croissance économique modérée attendue dans un premier temps bridera à court terme l'expansion des investissements. En deuxième partie d'année 2017, lorsque la croissance se sera renforcée, les dépenses d'investissement pourraient alors se redresser davantage.

Les différents éléments exposés précédemment impliquent que la croissance annuelle moyenne du PIB wallon serait de +1,2% en 2016, croissance identique à celle de 2015. En 2017, après un début d'année marqué par le tassement de la demande externe, la croissance de trimestre à trimestre se relèverait progressivement en deuxième partie d'année, si bien que sur l'ensemble de l'année la croissance économique wallonne atteindrait +1,4%.

Une inconnue liée à l'impact du Brexit plane sur ce scénario. D'un côté, l'ouverture des négociations pourrait constituer une source d'incertitude supplémentaire dans le chef des agents économiques britanniques et européens. D'un autre côté, le ralentissement de l'économie britannique pourrait s'avérer plus faible qu'anticipé dans notre scénario, si le rebond récent des indicateurs conjoncturels se confirme.

Par ailleurs, il se pourrait que la confiance des ménages, fortement ébranlée en ce début d'automne par les annonces de futures restructurations, demeure faible dans les prochains mois. Cela risque alors de peser davantage sur la croissance des dépenses que nous anticipons.

Tableau 1.1. | Affectation du PIB : prévisions du taux de croissance annuel en volume

SOURCES : FMI POUR LA ZONE EURO. DONNÉES IGN ET ESTIMATIONS IWEPS POUR LA BELGIQUE ET LA WALLONIE

(1) CONTRIBUTION À LA CROISSANCE ANNUELLE DU PIB (HORS SOLDE DU COMMERCE INTERRÉGIONAL POUR LA WALLONIE).
 (2) VARIATION ANNUELLE CORRIGÉE POUR LES JOURS OUVRABLES.

	2016			2017		
	Zone euro	Belgique	Wallonie	Zone euro	Belgique	Wallonie
Dépenses de consommation finale privée	1,6	0,9	0,8	1,5	1,3	1,2
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1,7	0,2	0,2	1,1	0,7	0,7
Formation brute de capital fixe	2,9	3,7	1,6	2,5	3,7	3,3
des entreprises, indépendants et ISBL	-	3,1	2,2	-	4,1	4,0
des ménages	-	6,4	0,1	-	2,8	1,6
des administrations publiques	-	2,5	1,6	-	2,7	2,7
Variation des stocks ¹	-0,1	-0,1	0,2	0,0	0,0	-0,1
Exportations nettes de biens et services ¹	0,0	0,2	0,3	0,0	-0,1	0,1
Exportations	3,0	3,6	2,8	3,4	4,3	3,7
Importations	3,4	3,3	2,6	4,0	4,5	3,9
Produit intérieur brut aux prix du marché²	1,7	1,5	1,2	1,5	1,6	1,4
Emploi	1,5	1,0	0,9	0,9	0,7	0,6

Prévisions arrêtées le 21 octobre 2016.

Publication disponible sur : www.iweps.be

Suivez-nous sur :   